

N° 586 juin 2019

N°CPPAP 0220s07170

Fédération FO de la métallurgie

le journal



www.fo-metaux.org

Assemblée générale Airbus Group



Des nuages sur l'aéronautique ?

Réunis à Nantes du 22 au 24 mai pour leur assemblée générale, les métaux FO du groupe Airbus ont mené d'intenses travaux qui ont permis de riches échanges sur la situation de l'aéronautique, du groupe Airbus et des défis que notre organisation s'apprête à relever chez l'avionneur.

PSA - p.16
Vesoul tourné vers l'avenir

USM des Yvelines - p. 17
Passage de relais

Alstom - p. 19
Défendre l'emploi

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.

Faites-nous part de vos expériences syndicales.

Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 10,03 euros

SMIC brut mensuel : 1 521,56 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 377 euros par mois

(pour l'année 2018 : 40 524 euros)

Coût de la vie :

+0,3 % en avril (+0,3 % hors tabac);

+1,3 % en glissement sur les 12 derniers mois (+1,1 % hors tabac).

Chômeurs : 3 391 900

(catégorie A, publiés le 26 avril 2019)

Indice de référence des loyers :

129,38 (1^{er} trimestre 2019).

Taux d'intérêt (28 mai) :

-0,37 % au jour le jour.

3 Editorial

4 L'événement

Assemblée générale Airbus Groupe :
des nuages sur l'aéronautique ?

4-10

8 Actualité syndicale

PSA Retail : FO conquiert la 1^{ère} place

14

L'actualité en bref

15

ArcelorMittal AMCS et AMDS :
une force qui grandit

16

PSA Vesoul tourné vers l'avenir

16

USM des Yvelines :
passage de relais

17

British Steel :
FO monte en puissance

17

Doubs et Territoire-de-Belfort :
l'USM prépare l'avenir

18

Airbus Helicopters Marignane :
une force incontournable

18

Alstom :
défendre l'emploi

19

Métaux de Sochaux :
viser la première place

19

20 Infos

SNOP/SNWM : développement réussi

20

ELM Leblanc tient sa première coordination

20

21 Vos droits

Congés payés : mode d'emploi

21

22 Jeux

Des métaux et des mots

22



Et toujours
l'information
en ligne sur...

www.fo-metiaux.com



Selon les médias, le dossier sensible de la réforme sur les retraites devrait être bouclé d'ici la fin de l'été ! Le projet de loi serait soumis fin septembre au Conseil d'Etat et présenté en Conseil des ministres en novembre, pour un vote en 2020. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ?

Après un an de concertation avec les partenaires sociaux, et au nom du gouvernement, Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire chargé du dossier de la réforme sur les retraites, devrait remettre d'ici la mi-juillet son rapport de recommandations et de propositions au Premier ministre pour contribuer à la future loi.

Pour le gouvernement, les retraites représentent un coût : 314 milliards d'euros par an, soit 14 % du PIB. C'est le premier poste de dépense publique et, nous dit-on, une dette. Ce genre de raisonnement n'est pas sans nous rappeler les discours rétrogrades de certains représentants du Medef, qui parlent des salariés du privé comme d'un coût et non d'un investissement. Au passage, il est anormal de tout englober et de faire croire que les retraites complémentaires du privé, gérées paritairement par les partenaires sociaux, seraient également une dette. C'est faux, car il s'agit là de cotisations payées par les salariés et les employeurs avec un régime par répartition à l'équilibre, sans impact sur le budget et la dette de l'Etat.

Pour en revenir au projet de loi, tous les arbitrages ne sont pas encore rendus et, étant toujours dans l'incertitude de ce que veut vraiment faire le gouvernement, nous supposons qu'il pourrait être articulé autour de cinq grands titres et quinze chapitres. Si nous ne réagissons pas, nous allons tout droit vers la création d'un système universel de retraite. Pour vous donner un peu plus de détails, il y a, semble-t-il, des points de la réforme qui sont d'ores et déjà acquis et d'autres qui restent à trancher.

Pour les points d'ores et déjà acquis : 1. Le futur système serait par répartition et à points ; un euro cotisé donnerait les mêmes droits à chacun. 2. Le futur système entrerait en vigueur en janvier 2025 et la génération 1963 serait la première à voir ses pensions calculées en points ; les droits acquis de l'ancien système seraient conservés à l'euro près. 3. Pour calculer le montant des retraites, la notion de durée se ferait sur l'ensemble

Retraites : FO prépare la riposte

de la carrière pour tous au lieu des 25 meilleures années pour le privé et des 6 derniers mois pour le public, ce qui conduirait inévitablement à une baisse des montants des retraites. 4. L'âge légal resterait à 62 ans, mais des coefficients de décote inciteraient par obligation à partir plus tard. 5. La pension de réversion serait maintenue, mais son calcul évoluerait pour garantir le maintien du niveau de vie du survivant.

Pour les points qui restent à trancher :

1. Les cotisations versées seraient converties en points selon une valeur d'achat, puis les points validés en euros à la liquidation selon une valeur dont les montants varieraient chaque année au bon vouloir des politiques ; en effet, en cas de contexte économique négatif, et pour des raisons purement budgétaires, ils ne feraient pas évoluer la valeur du point, ce qui impacterait le pouvoir d'achat des futurs retraités.
2. Les personnes au chômage, en arrêt maladie ou les femmes enceintes recevraient des points financés par la solidarité nationale dont le nombre resterait à définir.
3. Des bonifications par points seraient toujours accordées au titre des enfants, mais le montant reste à définir.
4. Quid de la pénibilité et quid des réserves financières de certains régimes, qui ont été acquis au fil des ans (70 milliards d'euros pour l'Agirc-Arrco) ?

Tout cela est au conditionnel, mais il n'y a pas de fumée sans feu ! Pour FO Métaux, il convient de défendre notre système de retraite par répartition afin que les futurs retraités puissent bénéficier d'une retraite bien méritée, avec des pensions leur permettant de vivre dignement. Nous devons aussi assurer le système intergénérationnel dans la durée, pour nos jeunes et les futures générations. FO va se battre et organisera la riposte dès le mois de septembre avec, en premier lieu, un rassemblement qui ne devrait être qu'une étape dans la mobilisation !



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp.Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0220s07170

Rédaction : Temps Forts

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Des nuages sur l'aéronautique ?

Les représentants des syndicats et sections syndicales d'Airbus Group se sont retrouvés pour leur assemblée générale annuelle à Nantes du 22 au 24 mai. En présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, du secrétaire fédéral Philippe Fraysse et du coordinateur FO Airbus Dominique Delbouis, ils ont fait le point sur l'année écoulée, passant en revue les succès de notre organisation ainsi que les défis qui l'attendent, sans oublier d'évoquer l'arrêt du programme A380.

Le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez a pris la parole pour conclure les travaux de l'assemblée générale. Il est d'abord revenu sur le mouvement des gilets jaunes, dont les revendications premières ont toujours été légitimes pour notre organisation, mais dont la politisation n'est pas plus acceptable que la violence, surtout lorsqu'elle aboutit à écarter les organisations syndicales de leur fonction démocratique et à nier leurs conquêtes sociales. « Nous devons continuer de jouer notre rôle et défendre les salariés et l'industrie par la négociation, par la pratique contractuelle et conventionnelle, a plaidé Frédéric Homez. Nous sommes les garants du progrès social, mais aussi ses principaux acteurs. » Alors que notre organisation continue d'être force de proposition, et notamment avec ses revendications sur le « fabriqué en France », le secrétaire général a déploré que les récentes annonces du président de la République ne contiennent rien de concret, sinon de nouveaux tacles envers les organisations syndicales dont il refuse d'écouter la voix.

Il est ensuite revenu sur le dossier des retraites complémentaires, dans lequel FO a pesé pour obtenir la réindexation des pensions et l'absence de référence à l'accord que notre organisation avait combattu en 2015 et qui prévoyait un système de décote. « Travailler plus longtemps doit rester un choix, pas une obligation avec un système de décote imposé ! » a résumé Frédéric Homez avant de prévenir que, dans le cadre de la future réforme des retraites, FO appellerait à un rassemblement en septembre prochain. Sur ce sujet, trop de questions restent sans réponses et FO fera tout pour préserver les droits

des salariés. Mais pour cela, il faut rester forts, et les attaques incessantes contre le syndicalisme n'y aident pas. Après les tentatives d'étranglement financier des organisations syndicales, la mise

Frédéric Homez : « acteurs du progrès social »



en place des CSE constitue la dernière offensive en date des pouvoirs publics, même si FO a su limiter les dégâts, en particulier chez Airbus grâce à la négociation d'un bon accord de droit syndical. A cela, une seule réponse : le développement syndical, dans lequel les métallos FO excellent. Concernant l'industrie, Frédéric Homez a rappelé l'engagement et l'action de FO au sein du Conseil National de l'Industrie et de ses comités stratégiques de filières avant d'évoquer le Pacte productif récemment présenté. « Nous sommes d'accord avec l'objectif de produire plus et de créer des emplois mais cela ne doit pas être un simple coup de communication, a prévenu le secrétaire général. Cela doit se faire sur le territoire français et concerner l'ensemble de l'industrie. » Chasse au diesel, stratégie dans l'aéronautique, salaires, refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, formation professionnelle ; l'intervention a permis de faire le point sur de nombreux sujets. Frédéric Homez a insisté sur la nécessité de poursuivre et d'amplifier le développement de notre organisation, notamment chez les cadres. Les élections CSE seront un enjeu majeur mais il a répété aux métallos sa confiance pour rester n°1 chez Airbus Groupe, comme FO l'est chez PSA, Schneider, Daher, PSA Retail et bien d'autres. Il a conclu en donnant rendez-vous à tous en mai prochain à Nice pour le congrès fédéral.



FO Airbus Group

Philippe Fraysse : « une industrie à deux vitesses »

Le secrétaire fédéral Philippe Fraysse est monté à la tribune pour un point sur le secteur aéronautique. Après des années de croissance sans précédent (près de 15 % annuels), il a noté que ce secteur industriel marquait le pas, à seulement 1,2 % en 2018. Néanmoins, avec un chiffre d'affaires se montant à 65 milliards d'euros et un carnet de commandes atteignant les 57 milliards d'euros, l'aéronautique jouit d'une excellente santé. L'aviation commerciale reste majoritaire mais l'aviation d'affaires reprend des couleurs. Le marché hélicoptères est toujours à la peine, tandis que le secteur spatial opère une recomposition face à la très agressive concurrence américaine. « Nous avons besoin d'une industrie de défense européenne forte, a-t-il plaidé, mais tous les Etats européens ne jouent pas le jeu, certains, n'hésitant pas à faire fi de la préférence européenne pour acheter Outre-Atlantique. »

Malgré ces bémols, la branche reste très dynamique. Forte de 195 000 salariés, elle peut se targuer de 15 000 embauches annuelles sur 2018 et 2019. D'importants efforts de formation ont d'ailleurs été réalisés, en bonne partie grâce à notre organisation. Pour autant, Philippe Fraysse s'est inquiété de l'émergence d'une aéronautique à deux vitesses, partagée entre donneurs d'ordres et sous-traitants, avec de lourdes conséquences sur les salaires et les conditions de travail. Il a d'ailleurs confié que notre organisation avait été auditionnée par la mission d'information parlementaire mise en place sur le sujet, et qu'elle poursuivait ses actions au sein du Conseil National de l'Industrie et de ses Comités Stratégique de Filière. Sur le plan international, après avoir rappelé la force de nos liens avec les organisations syndicales des autres pays accueillant des sites Airbus, il a rappelé la présence de FO dans toutes les instances supranationales d'Airbus, expliquant que FO avait su conserver sa place malgré les changements.



Dominique Delbouis : « un accord de référence »

Le coordinateur FO Airbus Dominique Delbouis a ouvert les travaux de l'assemblée générale en rendant hommage à son prédécesseur Yvonnick Dreno. Il est ensuite revenu sur les événements qui ont marqué la vie du groupe depuis l'an dernier. Changement de gouvernance et nouvel accord de droit syndical ont figuré parmi les événements marquants des douze derniers mois. Si la nouvelle configuration ampute les métallos FO de moyens et de délégués, ils ont su préserver l'essentiel par la négociation et ont même obtenu les représentants de la vie sociale (RVS) qu'ils revendiquaient. « Cet accord de référence pour notre organisation montre non seulement l'attachement d'Airbus au dialogue social mais aussi notre force et notre capacité d'adaptation, a résumé Dominique Delbouis. Le nouveau chapitre qui s'ouvre est un défi que nous relèverons, en tant que bâtisseurs de droits et de progrès social. »

Evoquant ensuite les négociations autour du télétravail et de la QVT, il a rappelé la réactivité et la souplesse de FO face aux évolutions du monde du travail et le socle de notre engagement : améliorer les conditions de vie des salariés. Passant ensuite sur la GEPP et la politique salariale, il s'est félicité de l'aboutissement de la quasi-totalité des revendications de FO. Au-delà, il n'a pas caché que la dimension industrielle serait au cœur de l'action de FO dans les mois à venir. Suite au changement de gouvernance, à la réorganisation des ressources humaines, aux difficultés sur les marchés hélicoptères, à l'arrêt de l'A380 et à la forte montée en cadence sur les autres programmes, les capacités d'analyse et d'action de notre organisation vont être ardemment sollicités. « Il faudra d'abord remporter les élections CSE, a prévenu Dominique Delbouis, et rendre leur place aux corps intermédiaires. »



Bienvenue à Nantes

Le secrétaire du syndicat FO Airbus Nantes Benoît Michaud a souhaité la bienvenue en terre nantaise aux participants à cette assemblée générale. Soulignant le rôle essentiel de la coordination dans la cohérence de notre organisation au sein d'Airbus, il s'est réjoui de l'unité des métallos FO de l'aéronautique. « Alors que 2019 s'annonce cruciale pour FO avec la mise en place des CSE dans le groupe, le bon accord de droit syndical négocié par notre organisation doit permettre de maintenir notre place au sein d'Airbus Group, voire de progresser », a-t-il déclaré. La clé du succès FO selon Benoît Michaud ? Notre réformisme, qui nous permet de nous adapter à tous les changements en restant nous-mêmes.



Yvonnick Dreno : « fier d'être FO »



Après 29 années de militantisme, c'est avec émotion que l'ancien coordinateur Yvonnick Dreno s'est adressé aux métallos FO. Evoquant le changement majeur que constitue la mise en place des CSE, il est revenu sur son parcours au sein de l'entreprise, retraçant les nombreux changements de périmètre et les combats qui y ont parfois été associés, pour souligner que notre organisation s'était à chaque fois adaptée et était restée forte. Mais l'industrie n'est pas tout, « notre société change aussi, a expliqué Yvonnick Dreno. Le poids des réseaux sociaux, du monde associatif et des mouvements citoyens qui s'accroît au détriment des organisations syndicales nous oblige à trouver une nouvelle place et un nouveau rôle pour continuer d'apporter un service efficace aux salariés et à l'industrie. » Confiant dans la capacité de FO et des métallos à relever ces défis, il les a exhortés à maintenir leur ligne syndicale et à rester fiers de leur identité tout en faisant évoluer notre organisation.

Marc Ambiaux : « construire le futur »



Le président du comité européen Airbus Group Marc Ambiaux est intervenu pour un point sur la situation du groupe, au sein duquel les instances européennes sont très sollicitées. Organisation comptable, nouvelle gouvernance, projets industriels, arrêt de l'A380, digitalisation : « la présence de FO à tous les niveaux d'Airbus permet de nous faire remonter des informations que nous utilisons pour faire évoluer l'entreprise », a expliqué Marc Ambiaux. Alors que Suresnes a définitivement fermé ses portes, il s'est inquiété de voir les activités de conception se concentrer en Allemagne, où les Landers et les pouvoirs publics débloquent d'importants montants pour ancrer la recherche Outre-Rhin. « Que font nos responsables nationaux et régionaux ? a-t-il interpellé ? Le futur de notre tissu industriel se construit maintenant ! »

Revenant sur les différents programmes du groupe, il a pointé les problèmes des motoristes qui n'arrivent pas à suivre la cadence sur l'A320 et a souligné qu'Hambourg avait profité de l'arrêt de l'A380 pour se moderniser, comme Toulouse devrait le faire. Côté aérostructures, il a appelé à la vigilance pour que les déboires du site d'Augsburg ne génèrent pas d'effets collatéraux pour les salariés français. Sur la Défense, il a souligné le caractère primordial du projet SCAF pour Airbus, espérant que le gouvernement allemand cesse de faire du blocage sur les exportations. Si le versement d'un intéressement et d'une participation sont toujours à l'ordre du jour, il faudra résoudre les problèmes de non-maîtrise des process industriels internes que les soucis de livraison moteurs ne cacheront bientôt plus. Dans tous ces dossiers, le poids de FO sera déterminant et dépendra du passage au CSE, que notre organisation doit impérativement réussir.

Interventions des délégués

« unis et fiers d'être FO »

Efficacité de la coordination, situation industrielle et sociale, élections CSE, gilets jaunes, avenir du syndicalisme... : les sujets ne manquaient pas pour les métallos qui se sont succédé à la tribune pour des interventions de qualité qui ont permis de faire un point très complet sur la situation du groupe Airbus.



David Frederick, Airbus Saint-Nazaire

« Alors que la contestation par la grève a perdu de son efficacité, nous restons combattifs, mais par la discussion et la négociation. Cependant, nos positions confédérales sont parfois difficiles à tenir, car chez Airbus, nous avons de l'activité et un fort carnet de commandes. Convaincre les salariés de nous rejoindre n'est pas chose aisée et seule la question du pouvoir d'achat les intéresse encore. Beaucoup s'interrogent en voyant le mouvement des gilets jaunes et, bien qu'éçœurés par la récupération politique, lui reconnaissent une certaine réussite. Attention : avec

de initiatives comme le RIC, quelle place reste-t-il aux corps intermédiaires ? Nous devons nous moderniser d'autant plus vite que la direction tente de sonder directement les salariés via les smartphones. Nous devons être vigilants sur la digitalisation et ses dérives. Enfin, il nous faut résoudre le casse-tête du CSE, qui pose la question de l'avenir de notre syndicalisme. »



Fabrice Joinneau, ADS CyberSécurité, Elancourt

« Avec 250 salariés en France, nous faisons face à des problèmes de recrutement d'experts informatiques en sécurité. La forte charge de travail génère stress, an-

goisse et arrêts de travail. Nos élus accompagnent les salariés, les informent, les aident, les écoutent. Mais expliquer le fonctionnement de l'entreprise prend beaucoup de temps et d'énergie. Les salariés nous en sont reconnaissants et nous comptons bien traduire cela dans les urnes à la fin de l'année. Le bon accord de droit syndical négocié par la coordination, dont le soutien nous est précieux, sera d'une grande aide. Nous devons rester soudés et poursuivre ce travail collectif de négociation à tous les niveaux, car il donne de bons résultats. »



Philippe Bonnaire, Airbus Helicopters, Paris Le Bourget

« Avec la crise du marché hélicoptères, le carnet de commandes se vide et la charge de travail diminue. La reprise se profile à l'horizon mais prendra du temps. En attendant, le plan Adapt nous fait perdre effectifs et compétences, et nous devons gérer la spécialisation des sites, qui consiste à confier à chaque site un ou plusieurs éléments du produit final, et permet donc de lisser les baisses de charge. Au Bourget, cela nous a permis de revenir à un niveau d'activité acceptable. La direction envisage le recours à

l'intérim, mais FO revendique des embauches afin de conserver nos savoir-faire. Dans ce processus, il faut prendre de l'activité à un site pour en donner à un autre et nous accueillons avec humilité la charge en provenance de Marignane, qui n'a toujours pas de contrepartie à la hauteur. L'arrivée du CSE nous complique la vie. Il n'était pas facile de boucler nos listes et nous devons à présent rassurer les candidats potentiels. Ne nous laissons pas impressionner. Les seuls combats perdus sont ceux qu'on ne livre pas ! »



Jean-Marc Escourou, Airbus SAS, Toulouse

« Au sein de nos 9 000 salariés, essentiellement des cadres, nous continuons d'enregistrer des adhésions. Notre place de n°1 est-elle menacée ? La direction aide les autres organisations syndicales, court-circuite notre communication sur les négociations et ne nous donne pas toujours toutes les informations sur la politique salariale. Demain, nous devons faire plus avec moins de moyens. Si nous avons été pionniers sur la communication digitale, les autres organisations syndicales rattrapent leur retard. Avec le CSE, il

faudra revenir aux fondamentaux du terrain mais ne pas oublier notre ADN de négociateurs. Il faudra également mieux recueillir et écouter la parole de nos adhérents et militants, mieux se positionner sur les questions environnementales et sur les autres sujets qui les préoccupent pour ne pas se limiter à la fiche de paie. Nous devons nous adapter et former nos militants à la nouveauté si nous voulons rester leaders chez Airbus group. »



Frédéric Chamard-Bois, Stelia Rochefort

« L'agrandissement de l'atelier aéro et la hausse de notre charge est de bonne augure pour les salariés mais cela impacte leurs conditions de travail. La sécurité est la préoccupation du moment pour notre direction mais le procédé, en plus d'être quelque peu brouillon, infantilise les salariés et constitue une pression supplémentaire. A nous d'agir pour que le sujet ne se résume pas à remplir des tableaux de bord sans tenir compte de la réalité du terrain. Sur l'activité cabine, une nouvelle organisation était nécessaire mais à vouloir aller trop vite et unilatéralement, le plan de la direc-

tion a débouché sur un fiasco. Ce sont les salariés qui trinquent et nous avons un peu de mal à nous faire entendre dans ce dossier. Même problème pour la direction avec l'absentéisme qui désorganise la production : la direction limite sa réponse à l'amélioration des indicateurs. Côté pouvoir d'achat, les salariés se préoccupent moins de la politique salariale que de l'intéressement et des primes, ce qui ne montre pas un climat social apaisé. Nous aurons forts à faire pour la mise en place des CSE. »



Grégory Vernon, ADS, Elancourt

« Alors que notre syndicat fête ses 10 ans, nous avons beaucoup à faire pour assurer le SAV de l'accord sur la refonte du statut social. Nous avons fortement travaillé sur

notre communication. L'application mobile et les tracts fonctionnent bien auprès des salariés. Nous allons d'ailleurs mutualiser les éléments et supports que nous avons mis au point pour une meilleure efficacité partagée. Cela ne débouche pas directement sur des adhésions mais cela renforce notre notoriété et notre image, qui sont les premiers ferments de la syndicalisation. Le terrain est primordial, mais il faut aujourd'hui intégrer sa dimension numérique et penser en termes de service offert aux salariés. Vidéos, podcasts, etc. : nous misons sur les nouveaux supports pour capter l'attention des nombreux salariés qui voteront pour la première fois cette année, via un message moderne et qui ne verse pas dans l'autopromotion. »



Jean-Luc Lhardy, Ariane Groupe, Les Mureaux

« Alors que le premier vol d'Ariane 6 est attendu pour juillet 2020, trop de questions restent sans réponse. Il faut remodeler le retour géographique

entre les sites européens sans que les salariés soient la variable d'ajustement. Nous devons réaliser 14 lanceurs, dont 7 institutionnels qui demeurent inconnus car des partenaires comme l'Allemagne sont incohérents. Il est impératif de formaliser la préférence européenne par un texte afin que les satellites européens partent sur nos lanceurs et FO agit en ce sens avec IndustriALL pour convaincre Bruxelles. Malheureusement, les obstacles ne manquent pas, entre les arbitrages à venir sur la loi de programmation militaire, le Brexit, les élections européennes... Pourtant, sans indépendance spatiale, nous dépendrons du bon vouloir des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine ou de l'Inde pour accéder à l'espace. Le modèle Space X doit nous faire réfléchir sur notre fonctionnement ! Dans ce milieu à forte population cadres, nous devons nous renforcer sur le 3^{ème} collège pour peser et avoir voix au chapitre. Il faut muscler nos initiatives, comme FO You, qui vont dans le bon sens. »



Tony Peret, Stelia Méaulte

« Les salariés de Méaulte ont su relever les défis majeurs que présentaient les objectifs de livraison et de qualité tout en gérant la montée en puissance des programmes A320 et A350, ainsi que l'arrêt de l'A380, sans oublier le Beluga XL. Avec un effectif stabilisé à 1 950 salariés, nous avons livré 860 pointes avant. Mais le climat social est lourd : manque de moyens humains et matériels, problèmes de sécurité, pression sur l'ensemble des salariés, port d'EPI imposé à tous sans concertation

et plus globalement une vision du travail réduite au suivi d'indicateurs. L'ambiance anxiogène favorise le repli sur soi au détriment du collectif, et le mouvement gilets jaunes n'a fait qu'amplifier la tendance. Dans ce contexte, c'est vers FO que se tournent les salariés. Nous revendiquons, négocions et obtenons de bons accords, ainsi qu'une bonne politique salariale. Notre apport est essentiel et nous rassurons les salariés. La mise en place des horaires 9/10 nous a beaucoup occupés et a malheureusement abouti à ce que les compagnons soient cantonnés à la tâche qu'ils maîtrisent le mieux et finissent par ne plus être capables de faire une pointe avant complète. Nous ne pouvons pas accepter cette perte de nos savoir-faire. »



Bernard Tachoures, Ariane Groupe, Bordeaux

« Si le missile M51 est pérennisé pour les 30 prochaines années, l'avenir d'Ariane 6 est plus préoccupant. Nous faisons face à une concurrence américaine féroce avec Space X et son lanceur réutilisable (contrairement au nôtre) et l'italien Vega vient aussi nous faire de l'ombre. Grâce aux transferts de technologie de la NASA et aux commandes institutionnels à prix d'or, Space X casse les tarifs sur les lancements commerciaux. Pour apporter une réponse à la hauteur, il faut investir dans un premier étage réutilisable. Le prototype équipé du moteur Prometheus pour l'après Ariane 6 pourrait être cette réponse, mais les décisions politiques se font attendre. Reste à imposer la préférence européenne pour l'institutionnel afin que notre lanceur soit viable. Le choix allemand de confier les lancements à Space X montre que c'est loin d'être gagné. Au plan syndical, nous nous battons sur un terrain qui ne nous est pas favorable et travaillons depuis 2 ans à harmoniser les 4 statuts sociaux existants. »



Olivier Frances, Stelia Toulouse

« Sur Toulouse, la charge est en équilibre par rapport aux effectifs, constitués essentiellement de cadres, qui sont nombreux à demander leur mobilité. Sur le nouvel appel d'offres pour l'aviation d'affaire, nous sommes en bonne position. Dans le cadre de la digitalisation, nous espérons en finir prochainement avec les plans sur papier et passer à la CAO pour faciliter les évolutions et préparer l'après A320, concevoir de nouvelles aérostructures. Les salariés du bureau d'études attendent avec impatience ces nouvelles perspectives. Face aux possibles restructurations et évolutions, nous restons vigilants dans l'intérêt des salariés. Nous

restons vigilants dans l'intérêt des salariés. Nous

demeurons force de proposition dans tous les domaines et sommes le syndicat de la fiche de paie. Face aux ambitions affichées des autres organisations syndicales pour les élections CSE, nous comptons tenir notre rang. »



Jean-Sébastien Seigné, Airbus Toulouse

« Malgré des embauches, surtout chez les cadres, nous enregistrons des départs, et pas seulement en retraite, ainsi qu'une hausse des congés maladie. Le surmenage, le stress qui va croissant et un

droit à la déconnexion pas toujours bien appliqué doivent être pris en compte. Il faut également anticiper le vieillissement des effectifs et embaucher pour transmettre et pérenniser nos savoir-faire dans la perspective de nouveaux programmes. Avec toujours plus d'avions à sortir et des compétences numériques à acquérir, nous ne pouvons plus attendre. La montée en cadence sur l'A321, qui représente 50 % des livraisons, sera cruciale. Il faudra également être prêt quand les commandes d'A330 remonteront. Le succès de l'A350 ne doit pas éclipser les risques industriels pesant sur le programme, que nous avons signalé. Le devenir du site de Saint-Eloi, au cœur de la ville, nous préoccupe également. Face à l'objectif de 920 avions à livrer en 2019, FO fera tout pour que les salariés ne soient pas essorés. Notre poids dans le futur CSE devra être le plus grand possible pour que nous puissions agir pour eux. »



Sylvain Dolza, Airbus Helicopters, Marignane

« Les difficultés sur le marché civil des hélicoptères ces dernières années se sont traduites par une baisse de 30 % de la charge sur Marignane. La direction a donc imposé une spécialisation des sites à

titre de nouvelle stratégie industrielle. Dans ce schéma, nous espérons devenir le centre de compé-



tences mécaniques et récupérer des charges actuellement sous-traités. Le travail est en cours sur ce dossier et FO entend pérenniser les charges et les compétences sur Marignane. Dans ce contexte changeant, nous abordons les élections CSE avec une image de syndicat innovant, présent pour les salariés et moteur du dialogue social. Malgré cela, il nous faudra concevoir un nouveau syndicalisme pour répondre aux attentes des salariés, continuer de mériter leur confiance et ainsi peser face à une direction qui tente d'imposer, notamment au plan salarial, un « One Airbus » auquel nous répondons par un « One FO ».



Stéphane Bizot, Stelia Saint-Nazaire

« L'intérim est en perte de vitesse chez nous, surtout du fait de l'arrêt de l'A380 et de difficultés sur l'A330 NEO. Certains secteurs atteignent des niveaux alarmants de recours aux prestataires. Plus que jamais, il faut pérenniser nos compétences et donc anticiper de véritables embauches. Trop peu d'ouvriers évoluent aujourd'hui vers des postes de cadres, mais chez ces derniers aussi la promotion sociale marque le pas. Si on y ajoute la surcharge de travail et un réel manque de considération, on comprend mieux la hausse

des RPS et des risques de burn out, sans parler des risques de démotivation des salariés. Nous ne pouvons pas accepter cette situation, surtout après avoir été moteur de l'accord sur la QVT. Nous sommes également vigilants quant à l'avenir des aérostructures et comptons bien maintenir notre position lors des élections CSE en fin d'année. »



Xavier Pesson, DSC MBDA

« Bien que le contexte géopolitique soit difficile, entre les tensions au Proche-Orient, le Brexit, une Europe de la défense au point mort et des partenaires tel que l'Allemagne qui ne joue pas la préférence européenne, MBDA va bien. Grâce à un dialogue social efficace, nous négocions et signons de bons accords et obtenons un niveau de politique salariale appréciable. La progression des carrières des ouvriers (reconnaissance d'autonomie, promotion, primes) fait aussi partie de nos réussites. Le CSE et le nouveau droit syndical

va nous contraindre à nous professionnaliser davantage pour maintenir notre niveau d'action malgré une baisse de nos moyens. Près d'un quart de nouveaux salariés vont voter pour la mise en place du CSE, majoritairement des jeunes et des cadres, ce qui constitue une inconnue de taille. Nous devons leur faire savoir que nous agissons pour eux, notamment sur la question du stress et du droit à la déconnexion. »



Jean-Christophe Pinel, ATR

« Avec un total de 1 500 appareils livrés depuis le début du programme, ATR peut être fier de son succès. Mais dans un climat de réorganisation permanente où nous avons connu quatre PDG en seulement 6 ans, la mobilité des salariés prend des allures d'exode. Nous avons besoin de stabilité si nous ne voulons pas perdre nos compétences, déstabiliser les équipes et fragiliser l'entreprise. Pas sûr que le projet « Shape », destiné à réduire les strates de management, aille dans le bon sens. Il faut redonner au travail un sens

et une identité au lieu de tout voir par le prisme de la performance. Notre carnet de commandes et nos objectifs apportent cependant une relative sérénité mais nous sommes lucides face aux enjeux commerciaux, industriels et techniques qui attendent ATR. A nous d'assurer la visibilité de FO dans ce paysage en allant chercher les nouvelles générations sur le terrain avec les nouveaux outils et usages numériques. »



Jean-Damien Bloquet, ADS, Elancourt

« L'année 2018 restera marqué par la refonte du dialogue social dans notre groupe et la conclusion d'un accord nous permettant d'assurer l'avenir, appelé à devenir une

référence pour la métallurgie. Il doit également nous amener à une réflexion sur le suivi et la gestion de carrière de nos élus, mais aussi faire évoluer le profil sociologique et générationnel de notre organisation. Plus généralement, nous avons vu avec les gilets jaunes qu'en l'absence d'encadrement d'un mouvement social, la situation peut rapidement dégénérer. Le rôle de notre organisation syndicale, qui sait agir mais aussi stopper l'action, y trouve une pertinence renouvelée, même si les problèmes de fond liés à ce mouvement restent à régler. Cette année, nous avons également avancé sur la QVT, qui ne se décrète pas mais se pratique. Il faut préserver l'intégrité des salariés et alléger la pression qui pèse sur eux. Vu le niveau record de nos carnets de commandes, nous aurons fort à faire pour y arriver. »



Josette Raynaud, Airbus Toulouse

« Les récentes réformes de la formation professionnelle ont permis aux pouvoirs publics de tout mettre en place pour piller ses fonds. Pourtant, nous devons continuer

d'aider les salariés à connaître les dispositifs

Chapeau l'organisation !

Le choix du lieu, l'efficacité de l'organisation, l'instauration d'une ambiance propice tant à des travaux de qualité qu'à des moments de fraternité et de camaraderie : la très tonique équipe FO d'Airbus Nantes, épaulée par Dominique Delbouis, qui tenait là sa première assemblée générale en tant que coordinateur FO Airbus, a réalisé un carton plein pour ce rendez-vous annuel des métallos FO du groupe aéronautique. Bravo l'organisation !



existants pour leur permettre d'évoluer professionnellement. La monétisation du CPF n'arrange en rien la question du financement de ces formations. Au final, ce sera de plus en plus aux salariés d'assurer les coûts de ces formations. En parallèle, les entreprises doivent se débrouiller pour maintenir le niveau de compétences des salariés... Ces derniers doivent pouvoir compter sur FO pour les guider dans le labyrinthe de la formation professionnelle. Le combat doit également concerner l'égalité professionnelle, où nous avons été précurseurs, et que nous devons poursuivre. Nos paroles et nos actes ont valeur d'exemple, aussi nous devons également les traduire dans nos rangs. »



Drazen Ribar, ADS SLC, Elancourt

« Notre mise en vente, après avoir été considéré comme hors du cœur de métier, a été stoppée, pour une large partie grâce à l'intervention de FO. Spécialiste des systèmes de communication sécurisée, nous sommes au cœur du numérique mais nous œuvrons face à une rude concurrence qui a d'ailleurs laissé sur le carreau une trentaine de salariés que notre organisation a été seule à défendre. Dans cette ère d'immédiateté, il faut aller vite et tant pis pour les investissements qui nous per-

mettront de rester au top demain : ce sera l'affaire des suivants. Nous sommes également un centre d'expérimentation pour Airbus sur la GEPP et la digitalisation. Nous faisons tout pour éviter que la transformation ne se fasse sur le dos des salariés. Les élections à venir nous rappellent que si les syndicats ont longtemps été le premier réseau social, c'est aujourd'hui à nous de remettre l'humain au centre des échanges et de répondre ainsi aux attentes des salariés. »



Frédéric Planche, DSC ADS

« Dans les nombreuses négociations à mener au niveau du groupe, nous avons montré l'efficacité de notre coordination et obtenu de bons résultats. Chez ADS, nous avons su harmoniser par le haut l'accord sur le statut social. Mais sur la politique salariale, il devient plus difficile de négocier AG et AI face à une direction qui leur préfère les primes. Côté élections, notre population essentiellement cadre nous conduit à miser sur le service et l'information, à chercher comment mieux répondre aux attentes des salariés. Il faut également tirer des leçons du mouvement gilets jaunes pour donner un nouveau sens à notre syndicalisme. Les embauches et les investissements sont là. Manque une formation à la hauteur. Nous avons également besoin de charges et d'une vision industrielle pour l'avenir. Notre place et notre rôle dans Airbus doivent être clarifiés. »



Dany Devaux, DSC Stelia

« Si l'A380 est un échec commercial et que le décollage de l'A330 est plus long que prévu, l'A320 et l'A350 connaissent un succès mérité. Gardons cependant de triomphalisme : Boeing a montré que nul n'est à l'abri d'un retournement de situation. Entre le nationalisme américain, une Europe qui a perdu sa dimension sociale et une France où politiques

et syndicats sont rejetés, rien n'est simple. Pour autant, ne laissons pas dire que les gilets jaunes ont obtenu plus que les syndicats et que nous sommes faibles. Attachés à la démocratie et la liberté, nous devons défendre et promouvoir nos valeurs. C'est d'abord en pesant dans les entreprises et en agissant pour l'industrie et les salariés que nous y parviendrons. La coordination FO Airbus a montré son efficacité

dans la négociation. Il faut continuer de faire vivre le dialogue social et à obtenir des avancées. Pour Stelia, cela passera par la mise en place d'un intéressement au niveau groupe. Sur l'avenir des aérostructures, nous restons vigilants et conscients que notre force repose sur notre unité. »

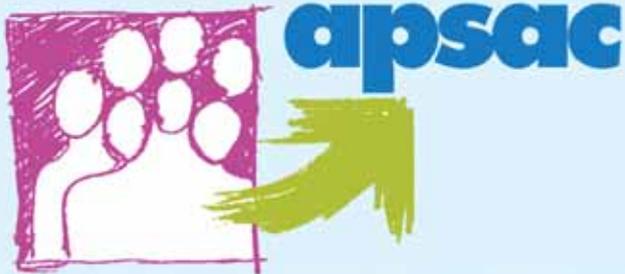


Jean-François Knepper, DSC Airbus

« Si Airbus vit au rythme de la transformation permanente depuis les années 2000, cela n'empêche pas le groupe d'avoir une activité industrielle soutenue avec 7 300 avions dans son carnet de

commande. Les compagnies s'arrachent l'A320 et si l'A330 et l'A350 ont plus de concurrence, elle se situe davantage sur le terrain politique et commercial que sur celui de la qualité. Il nous faudra analyser l'échec commercial de l'A380 pour ne pas reproduire les mêmes erreurs. Il constituait pourtant une vraie réponse à l'engorgement annoncé du ciel et manquera à l'avenir. Le premier défi posé par l'arrêt de ce programme sera de maintenir notre taux horaire à un niveau compétitif. Il faut aussi transformer la fin de l'A380 en opportunité de se moderniser pour sécuriser la montée en cadence sur l'A320 et l'A321. Derrière, le groupe devra également résoudre les problèmes récurrents sur sa chaîne d'approvisionnement, et sur lesquels FO alerte depuis longtemps. Les réponses de notre nouvelle direction devront être à la hauteur des enjeux. D'autant que la digitalisation des process et des services devront être l'occasion de réinventer notre ingénierie de production pour réduire les cycles de conception et leur coût, mais aussi de nous positionner sur les marchés découlant du traitement des données, comme la maintenance prédictive, le marché de l'occasion ou la formation des pilotes. Le service sera demain plus lucratif que la fabrication d'avions. Nous devons devenir leaders sur ce créneau. A nous de veiller à ce que les salariés ne payent pas la facture de cette évolution. »





FORMATION DES **REPRÉSENTANTS** DU **PERSONNEL** ET DES **SALARIÉS**

Les enjeux actuels vous contraignent désormais en qualité de représentants du personnel à anticiper pour ne pas subir.

apsac

Tous les représentants du personnel (Élu CE, DP, DS, CHSCT, CSE) trouveront avec l'APSAC une réponse à leurs attentes qu'il s'agisse de former les nouveaux élus ou d'actualiser leurs connaissances.

“ Nous vous transmettrons les savoirs et savoir-faire incontournables vous permettant d'être force de proposition, d'alimenter ou bâtir la politique contractuelle et conventionnelle, chère aux fondateurs de l'APSAC. ”

ASSOCIATION POUR
LA PROMOTION SOCIALE
ET L'AMÉLIORATION
DES CONNAISSANCES



APSAC 9, rue Baudoin 75013 PARIS
Tél. : 09 65 01 11 21- contact@apsac.asso.fr
www.apsac.fr





**[Tout augmente sauf votre pouvoir d'achat ?]
[Rejoignez FO, le syndicat de la fiche de paie!]**

**Pour tout renseignement,
contactez votre délégué FO Métaux**



PSA Retail : FO conquiert la première place

Le cycle électoral pour la mise en place des CSE qui s'est achevé en avril a vu FO monter sur la plus haute marche du podium chez PSA Retail avec un score de 49,88 %. Cette victoire résonne comme une consécration pour notre organisation, une éclatante reconnaissance de l'action de terrain accompli par les métallos FO et le résultat du travail de fond qu'ils effectuent au quotidien pour les salariés.

Étalée sur un peu plus d'un an, la mise en place des CSE chez PSA Retail, le réseau commercial du groupe PSA, voit notre organisation terminer le cycle en position de leader incontesté : 49,88 % des voix, la majorité dans 15 CSE sur les 24 que compte le périmètre, 11 titulaires sur 22 au CSE central, dont le secrétariat, la trésorerie et la CSSCT, sans oublier 31 représentants de proximité sur 54 ! Au passage, la CFTC disparaît du paysage syndical et la CGT passe de justesse la barre des 10 %. Les élections ont également démontré la vivacité de la démocratie syndicale puisque le taux de participation s'élève à 82 % sur les 4 400 salariés du réseau. « Ce résultat est d'autant plus important et marquant qu'il s'agissait de la première mesure de la représentativité depuis que les « bleus » (Peugeot) et les « rouges » (Citroën) ont été rassemblés au sein de l'entité PSA Retail », se félicite le trésorier fédéral Jean-Yves Sabot, en charge de la branche des services de l'automobile. Ce score équivaut d'ailleurs à la moyenne des chiffres enregistrés à la SCA et la SCC –les anciens réseaux commerciaux Peugeot et Citroën– par FO, qui a su tirer parti de la forte mobilisation de ses équipes, qui ont

pleinement convaincu les salariés. Le cycle électoral s'est terminé sur une bonne note : à Marseille, le regroupement de trois entités en un seul établissement s'annonçait peu favorable pour FO mais le travail des équipes, appuyés par l'USM,

amener des innovations importantes, se souvient la déléguée syndicale centrale Patricia Bocciarelli : désignation des représentants de proximité par les organisations syndicales, commissions locales de sécurité, déroulement de carrière des élus, etc. FO a obtenu plus que le minimum prévu par la loi. « La force de notre organisation a également résidé dans l'action permanente menée par les métallos FO sur le terrain au service des salariés. « Nous ne sommes pas de ces organisations qui se montrent une fois par cycle pour une campagne éclair, confie le délégué syndical central Eric Bonnair. Nous sommes présents au quotidien pour aider les salariés, leur apporter du plus, les écouter et traduire leurs besoins en revendications que nous portons ensuite efficacement au plus haut niveau. » Les métallos ont également pu compter sur le soutien sans faille de la Fédération qui, en plus d'accueillir régulièrement les coordinations PSA Retail, épaula les élus et leur fournit des outils pour aider les salariés. « Le meilleur argument pour le vote FO, résumant les deux DSC, c'est notre travail de proximité au quotidien, qui met toujours l'humain au centre de chaque problématique. Cette victoire, c'est d'abord celle de nos équipes. »

Pas de répit pour les métallos FO

Pas de triomphalisme excessif cependant : à peine les urnes rangées, les métallos FO sont repartis sur le terrain. « Rentabilité du réseau, positionnement face à la concurrence des groupes privés, structure, évolution des motorisations, exigences de la direction : tout cela perturbe les conditions de travail et met les salariés sous pression, tant dans les showrooms que dans les ateliers », révèle Sylvain Lé, représentant syndical FO au CSE central. Le 21 mai, une délégation FO conduite par le secrétaire général de notre Fédération Frédéric Homez est donc allée à la rencontre des directions Europe et France de PSA Retail pour porter les inquiétudes des salariés et, plus globalement, alerter sur la situation et l'avenir du réseau. « Nous n'avons pas mâché nos mots et avons le sentiment d'avoir été écoutés, expliquent Jean-Yves Sabot et les deux DSC. Nous ne relâchons pas pour autant notre vigilance : les salariés comptent sur nous. »



La délégation FO Métaux conduite par Frédéric Homez le 21 mai, à la rencontre des directions Europe et France de PSA.

a permis la prise du CSE !

Le 1^{er} atout de FO dans ce long processus, c'est d'avoir négocié et signé le 1^{er} accord relatif à la mise en place des CSE. « Nous avons su être force de proposition et

FO et la 4^{ème} révolution industrielle



FO Métaux participait le 25 avril à la réunion organisée par IndustriALL Global Union à Beyrouth (Liban) concernant la politique industrielle dans la région MENA (Moyen Orient et

Afrique du Nord). Olivier Lefebvre, représentant FO au comité de groupe européen PSA, et Dany Devaux, DSC Stélie, y représentaient notre organisation. Au cœur d'une intervention remarquée, Olivier Lefebvre s'est exprimé sur l'industrie du futur et ses défis. Sa prise de parole a permis de souligner l'importance de la solidarité syndicale et de revenir sur l'accord cadre mondial signé notamment par FO avec le groupe PSA, et qui prévoit entre autres des dispositions sur la formation des salariés pour préparer leur avenir dans l'industrie.

Ca roule pour Heuliez



Le secrétaire fédéral Laurent Smolnik est allé à la rencontre de l'équipe FO Heuliez à Rorthais (Deux-Sèvres) le 17 avril. Après avoir visité cette belle installation industrielle et rencontré la direction, il a pu faire le point avec les métallos FO sur les dossiers qui les occupent après des élections professionnelles où notre organisation a

confirmé qu'elle était incontournable. Alors que l'activité continue de croître, notamment après les fortes commandes bus électriques, FO se préoccupe des conditions de travail, qui ont besoin d'être améliorées. Laurent Smolnik a également rencontré l'équipe de la succursale SDVI, où les besoins de recrutement peinent à être satisfaits.

Inquiétudes chez Delphi

Réunis en coordination le 23 avril, les métallos FO de Delphi et Aptiv ont fait le point avec le secrétaire fédéral Laurent Smolnik sur la situation économique et sociale du groupe. Le site de Blois s'inquiète de voir les négociations sur son avenir après le diesel au point mort et il n'est pas le seul : l'ensemble des négociations sont à l'arrêt suite au changement de gouvernance chez Delphi. Il y a pourtant urgence, eu égard aux très rapides évolutions du marché automobile et au PSE en cours chez Aptiv...

Métallurgie 44 : 1,8% d'augmentation pour 2019



L'USM de Loire-Atlantique, après deux séances de négociation, a finalisé le 13 mai les RAG (Rémunérations Annuelles Garanties) et le RMH (Rémunérations Minimales Hiérarchique) pour 2019 et a obtenu de bons résultats avec une moyenne de 1,8 % d'augmentations. Attachés à la pratique contractuelle, les métallos du 44 ont démontré leur volonté de tout mettre en œuvre pour que la métallurgie de ce département continue à être attractive.

FO n°1 chez Daher

Le cycle électoral chez l'équipementier aéronautique Daher a pris fin le 8 mars et c'est FO qui en est sortie majoritaire avec 23,04 % des voix. Malgré une campagne menée dans un contexte social difficile, les métallos FO ont réalisé une remarquable opération et ont su quadriller le terrain efficacement, emportant la conviction des salariés. Pour les quatre prochaines années, c'est donc avec FO que s'écrit l'avenir chez Daher.



**Négociations,
réunions de travail
mais aussi
fait insolite,
l'actu de
FO Métaux
se décline
également
en brèves...**

ArcelorMittal AMCS et AMDS : une force qui grandit

Les métallos FO d'ArcelorMittal Centre de Services (AMCS) et ArcelorMittal Distribution Solutions (AMDS) ont tenu l'assemblée générale de leur syndicat le 18 avril à Reims. Réunis autour de leur secrétaire Martial Sibeaux, en présence du secrétaire fédéral Lionel Bellotti et du RSN Pascal Villain, ils ont passé en revue leurs actions sur l'année écoulée et ont échangé sur leurs perspectives.

Lorsqu'ils avaient créé leur syndicat en 2017, les métallos FO d'ArcelorMittal Centre de Services (AMCS) et ArcelorMittal Distribution Solutions (AMDS) avaient opté pour le regroupement de leurs forces au sein d'une seule structure. Objectif : construire une nouvelle équipe solide et efficace pour préparer les élections qui interviendront au second semestre 2019 pour la mise en place du CSE. En plus des OETAM, l'unité de Reims compte une importante population de cadres que les métallos FO convainquent jour après jour de l'importance de l'action syndicale, en particulier celle menée par FO. L'assemblée générale a permis de constater une hausse du nombre d'adhérents, qui traduit « une vraie volonté de prendre en main leur destinée professionnelle et salariale » s'est réjoui Martial Sibeaux.

Notre organisation, très présente dans les négociations, comme ont pu le voir les salariés lors des récentes NAO, entend bien défendre les intérêts de tous dans le dossier mutuelle et prévoyance, qui va arriver sur la table de travail, ainsi que sur l'égalité profes-



sionnelle, en cours de négociation. Mais notre organisation se préoccupe également de la question industrielle plus largement et s'inquiète en particulier de l'avenir du site de Gray, en Haute-Saône, qui risque d'être prochainement vendu par le groupe. « L'organisation d'AMCS n'est pas simple, explique Lionel Bellotti. Avec ses sites basés à Woippy (57), Otmarshem (68), Saint Nazaire (44), Bruyères sur Oise (95), Gray (70) et Reims (51), elle possède un périmètre qui demande une attention de notre part. » En augmentant leur poids au sein de cet ensemble complexe, les métallos FO entendent peser davantage pour défendre les salariés mais aussi les sites industriels dont dépendent leurs emplois. A cet égard, Lionel Bellotti, après un point sur l'actualité nationale, n'a pas manqué de souligner l'apport de la formation fédérale pour un militantisme efficace.

PSA Vesoul tourné vers l'avenir

Le syndicat FO PSA Vesoul a tenu son assemblée générale le 5 avril. Réunis autour de leur secrétaire Jean-Yves Poulet, en présence du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, du DSC FO PSA Patrick Michel, du secrétaire de l'USM de Haute-Saône Jean-Luc Ballay, du secrétaire de l'UD70 Sébastien Galmiche et de son prédécesseur Alain Grosdemouge, ils sont revenus sur la situation du site et sur ses perspectives.

Assurer l'avenir : voilà bien un sujet qui préoccupe légitimement les métallos FO de PSA Vesoul. C'est justement le thème de l'accord négocié et signé par notre organisation en juin dernier, et qu'a détaillé le secrétaire de syndicat Jean-Yves Poulet. Augmentations de salaires, embauches, gel des externalisations jusqu'en 2021, maintien de la convention collective métallurgie, investissements pour le site... : FO a su défendre efficacement l'industrie et les emplois avec cet accord. Les métallos sont également revenus sur les NAO, tant passées qu'à venir, et ont pu se féliciter d'avoir obtenu ce qu'ils étaient seuls à revendiquer : une prime de 2 400 euros. Au cours des échanges nourris qui ont accompagné la présentation du rapport, la rupture conventionnelle collective de janvier 2018 a eu une place de choix. Controversé au départ, le dispositif a depuis montré son efficacité, à tel point que d'autres implantations FO l'utilisent à présent comme référence, ainsi que l'a souligné Laurent Smolnik. Il a également salué le bon travail accompli qui a permis à FO de rester n°1 sur le site lors du passage au CSE avec 36,23 % des voix.

Dans son intervention, le secrétaire fédéral est bien sûr revenu sur le dossier de la dédieselisation et son impact sur l'industrie et les emplois, sans cacher que c'est maintenant le



moteur thermique qui est menacé. Il a ensuite évoqué les négociations menées par notre organisation, en particulier sur la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, la nécessaire syndicalisation des cadres, dont la population ne cesse de croître, ou encore l'après NEC (l'accord de compétitivité PSA). Enfin, il a pointé un des effets pervers du passage au CSE, à savoir la disparition du CHSCT et la hausse du nombre d'accidents du travail qui s'est ensuivi. Sébastien Galmiche a conclu en soulignant l'importance de la formation syndicale, primordiale pour développer le syndicat, FO Métaux et la Confédération.

USM des Yvelines : passage de relais



Avec un poids de 18,77 % dans les Yvelines, notre organisation n'a pas à rougir de sa représentativité mais conserve de solides marges de progression. Le dossier du développement syndical a donc été un des thèmes majeurs du congrès de l'USM78. Négociations de PAP, stages de formation fédérale, campagnes de terrain en vue du passage au CSE, aide aux salariés dans les entreprises : l'USM est présente sur tous les fronts. La réunion a été l'occasion de faire un point complet sur le maillage du département par notre organisation et de passer en revue les opportunités de développement. Les échanges ont également porté sur la situation d'implantations incontournables, telles que PSA Poissy (qui tenait ses élections peu après ce congrès), Airbus Elancourt, ArianeGroup aux Mureaux, Continental. Fier du travail accompli et satisfait de voir la relève prête à prendre le relais, Mariano Herranz a conclu son rapport en remerciant les Métaux du Val-de-Seine et la section syndicale PSA Poissy, dont il est issu, ainsi que Frédéric Homez et le bureau fédéral pour leur aide et leur soutien au fil des années.

En ces terres d'automobile que sont les Yvelines, Laurent Smolnik est intervenu pour évoquer le dossier de la dédiésielisation, qui préoccupe notre organisation et les métallos FO et sur lequel ces derniers sont très actifs. Il est également revenu sur la filière batteries que réclame notre organisation avant de détailler la stratégie de notre organisation quant à la conquête des cadres. Gérard Ciannarella, pour sa part, a souligné l'importance du recours à la formation fédérale, qu'il a présenté après avoir exposé le rôle et le fonctionnement des USM. Frédéric Homez a conclu les travaux par un développement sur la refonte en cours du dispositif conventionnel de la métallurgie, et plus particulièrement les classifications, ainsi que par un point sur les dossiers nationaux de notre organisation et le mouvement des gilets jaunes.

Le nouveau bureau

Le nouveau bureau élu est composé de Franck Guerin (secrétaire), Philippe Penin (secrétaire adjoint), Jean-Luc Lhardy (trésorier), Brahim Ait Athmane (trésorier adjoint) et Frédéric Planche (archiviste).

Les métallos FO des Yvelines se sont retrouvés le 9 avril à l'UD de Versailles pour le congrès de leur USM autour de leur secrétaire Mariano Herranz, qui passait à cette occasion la main à Franck Guerin. En présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, des secrétaires fédéraux Laurent Smolnik et Gérard Ciannarella, ainsi que du secrétaire de l'UD78 Dominique Ruffié, ils ont fait le point sur la situation de la structure et son activité.

British Steel : FO monte en puissance

C'est autour d'une équipe jeune et en plein renouvellement que sont rassemblés les métallos FO de British Steel Rail France le 4 avril pour l'assemblée générale de leur syndicat à Hayange (Moselle). Autour de leur secrétaire Mohamed Benalouache, en présence du secrétaire fédéral Lionel Bellotti, ils ont tracé leur feuille de route pour les mois à venir après avoir dressé le bilan de l'année passée.

Au cœur de l'industrie ferroviaire et du bassin lorrain, British Steel Rail France répond aux besoins de l'industrie ferroviaire internationale en fabriquant de nombreux produits destinés aux réseaux ferroviaires pour les lignes à grande vitesse, les voies lourdement chargées, les voies mixtes, les métros et les tramways. Bien implantée dans cette entreprise qui compte 402 salariés, notre organisation ne cesse de revendiquer des embauches (elle a obtenu l'engagement de 15 salariés intérimaires en 2018) et se montre très attentive à la renégociation du contrat qui va débiter en 2020 avec la SNCF dans le cadre de la rénovation générale de son réseau ferré. « Face aux importantes perspectives qui attendent le site, il est urgent de réaliser des investissements, notamment au laminoir, pour nous moderniser et répondre à la demande », analyse Mohamed Benalouache en détaillant les revendications de FO.

Autre sujet qui préoccupe l'équipe syndicale : l'évolution de la pyramide des âges. « Comme dans beaucoup d'entreprises, les salariés vieillissent et les départs en retraite augmentent, explique Lionel Bellotti. Nous redoutons la perte de compétences qui pourrait générer des problèmes de transmission du savoir-faire. » Autant dire que FO ne va pas ménager ses efforts pour agir sur le sujet. Pour cela, elle entend peser plus lourd et prépare un plan de



développement syndical. Pour autant, avec ses 14 %, FO n'a pas de complexe et a déjà montré aux salariés que les métallos FO étaient de redoutables négociateurs. Elle a ainsi négocié et signé des accords sur les frais de santé, l'Intéressement, la GPEC, la mise en place d'un plan épargne groupe comprenant un Perco. L'égalité professionnelle incluant l'emploi des salariés en situation de handicap ainsi que la mise en place du CSE sont en cours de négociation. Chez British Steel, FO est la force qui monte !

Doubs et du Territoire de Belfort : l'USM prépare l'avenir

Les métallos FO du Doubs et du Territoire de Belfort se sont retrouvés pour l'assemblée générale de leur USM le 18 avril. Avec leur secrétaire Pascal Pavillard et le secrétaire fédéral Eric Keller, ils sont revenus sur les événements marquants de l'année écoulée et tracé leur feuille de route pour 2019.

Depuis sa dernière assemblée générale, en mars 2018, l'USM 90/25 a œuvré, milité, travaillé et fait son maximum pour développer FO, comme l'a montré le rapport d'activité présenté par Pascal Pavillard. L'équipe syndicale a effectué de nombreuses démarches auprès d'entreprises afin de pouvoir y implanter FO, et avec l'aide de l'Union Locale de Montbéliard, l'USM a pu créer deux nouvelles implantations chez Cerf à Autechaux Roide et Castmetal à Colombier Fontaine. Sur le terrain, entre élaboration et distribution de tracts, rencontres avec les directions, soutien matériel, négociation de PAP... l'équipe de l'USM n'a pas ménagé sa peine. Ainsi que l'a souligné le secrétaire de l'USM, ces activités pourtant déjà très prenantes sont loin d'être les seules pour les métallos FO. C'est notamment dans le combat pour les salaires et le pouvoir d'achat qu'ils ont obtenu des avancées.

« Une harmonisation de la grille pour toutes les USM de Franche-Comté a été mise en place en 2017, a expliqué Pascal Pavillard. Cette harmonisation a tiré vers le haut certaines USM qui étaient dans des valeurs plus basses. C'est ainsi que les catégories 215 à 255 ont eues une augmentation au-delà de 2 %. » Mais en 2018, la Haute-Saône et le Jura n'ont pas signé les NAO, ce qui fait que



l'harmonisation n'a fonctionné qu'une seule année. Dans ce dossier, notre organisation a pointé la responsabilité de l'UIMM, s'appuyant sur un solide argumentaire pour poser des revendications justes et fortes. L'USM, qui demande une clause de revoyure pour octobre prochain, a indiqué qu'elle ne lâcherait rien.

Après avoir également évoqué la participation de l'USM aux CPREFF et aux ADEC (Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences), instances où FO est consultée sur les questions de formation professionnelle, Pascal Pavillard est revenu sur le dossier automobile et la marche vers le tout-électrique, sujet brûlant en cette terre d'automobile et sur la fermeture du site PSA Hérimoncourt. Il a conclu en appelant les métallos à renforcer l'USM et à l'aider à préparer l'avenir. Eric Keller a ensuite pris la parole pour un point sur les dossiers d'actualité nationaux, en particulier la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, qui a fait l'objet d'échanges nourris avec les métallos.

Airbus Helicopters Marignane : une force incontournable

Les métallos FO d'Airbus Helicopters Marignane se sont retrouvés le 4 avril pour l'assemblée générale de leur syndicat autour de leur secrétaire Edwin Liard, également DSC Airbus Helicopters. En présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, du secrétaire général de l'UD13 Franck Bergamini et du coordinateur FO Airbus Dominique Delbouis, ils ont fait le point sur la situation du syndicat et l'actualité de FO. Les thèmes à aborder ne manquaient pas et les métallos FO n'ont pas eu trop de la journée pour les passer en revue sous la houlette de leur secrétaire et DSC Edwin Liard et du DSC adjoint Sylvain Dolza. En premier lieu, la réunion a permis de revenir avec le coordinateur Dominique Delbouis sur les accords groupe, tels que la GEPP, la QVT, le Télétravail ou encore l'accord sur le droit syndical. Pour la branche hélicoptères, ADAPT 2 et la politique salariale (avec un résultat proche des revendications de FO !) ont été au centre des discussions. Le syndicat s'est beaucoup investi pour valoriser ces nombreuses réussites, en particulier via une application pour smartphone et un dispositif de communication qui rencontre un vif succès.

Autre point qui intéressait particulièrement les métallos : le dossier de la spécialisation des sites, dont les premiers pas remontent à 2015. L'enquête CCE demandée par FO a livré ses premiers enseignements, qui montrent bien que Marignane est le site plus impacté. Ce qui n'est pas sans susciter de questions : sera-t-il possible de rapatrier les charges externalisées ? Quand la fuite des talents va-t-elle cesser ? Y'a-t-il du retard dans les services connectés ? Autant de sujets sur lesquels notre organisation met tout en œuvre pour préserver le site et les emplois alors que



les prochaines étapes du plan de spécialisation sont déjà prévues. Enfin, la réunion a permis de détailler les résultats de l'enquête FO sur le syndicalisme, qui confirme la bonne image de notre organisation chez Airbus Helicopters et la confiance que lui témoignent les salariés.

Frédéric Homez a ensuite pris la parole pour un point sur l'actualité nationale de notre organisation, en particulier la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, suivi d'une intervention de Franck Bergamini sur le dossier des retraites.

Alstom : défendre l'emploi



Aytré, Belfort, Ornans, Petit-Quevilly, Reichshoffen, TIS Saint-Ouen, Valenciennes : les établissements où FO est présente étaient tous représentés lors de la coordination Alstom du mois de mars. Revenant sur l'échec de l'opération de fusion/absorption Siemens-Alstom, les participants se sont félicités du rôle déterminant joué par FO dans l'affaire. Ils ont cependant déploré que la stratégie de la direction n'ait pas changé : externaliser et réduire. Notre organisation continue de s'opposer à cette logique qui menace les emplois et les sites, et compte bien peser davantage pour se faire entendre. Dans cette perspective, le passage au CSE constitue un challenge dont les métallos ont longuement débattu. Présents sur sept établissements sur douze en France, ils ont dévoilé leurs objectifs avant d'évoquer la stratégie et les défis à relever.

Les échanges se sont poursuivis par un tour de table des sites. Belfort a fait état d'un trop fort recours à la sous-traitance, regrettant que les problèmes liés à la vente de l'activité énergie à GE occulte tout le reste. Même problème de sous-traitance à Ornans, et même si les feux sont au vert pour le moment, cela ressemble davantage au calme avant la tempête qu'à une situation durable. CHEZ LRH, FO anticipe une baisse de l'activité et a signé un accord sur la sous-charge pour amortir l'impact sur les salariés. Concerné par l'exter-

nalisation de la logistique, REI redoute une baisse de charge avec la fin du Regiolis et un contrat moins intéressant qu'attendu sur le CDG-express. Les commandes de M184 pour la RATP occasionnent une forte pression et FO devrait prochainement lancer un DGI (danger grave imminent). Adossé à un bon carnet de commandes, TIS St-Ouen a fait échouer la mise en place du flex-office avec l'appui des salariés. A Petit-Quevilly aussi, les commandes affluent et près de 10 ans d'activité sont assurés. VPF est en pleine montée en charge après deux années de sous-activité et envisage des recrutements. Là aussi, les salariés sont sous pression...

Après un point sur les nombreux accords négociés et signés par FO (complémentaire frais de santé, droit à la déconnexion, intéressement, GPEC, etc.), Eric Keller a pris la parole pour revenir sur l'actualité nationale, expliquant notamment les positions de notre organisation face au mouvement des gilets jaunes, revenant sur la journée de mobilisation du 19 mars, sur le dossier de la représentativité, sur les négociations sur l'assurance chômage et la remise en cause du paritarisme par les pouvoirs publics, et plus largement sur le combat de FO Métaux pour l'emploi et l'industrie. La coordination a aussi été l'occasion de remettre la médaille de la Fédération à Philippe Pillot suite à son départ en retraite.

Les métallos FO d'Alstom se sont retrouvés en coordination à Ornans (Doubs) les 26 et 27 mars autour de leur délégué syndical central Vincent Jozwiak, en présence du secrétaire fédéral Eric Keller et du représentant de l'UD25 Hervé Depoire. Les travaux ont permis de faire le point sur la situation des implantations FO et du groupe en général.

Métaux de Sochaux : viser la 1^{ère} place

Les métallos FO de Sochaux et ses environs se sont retrouvés le 24 avril pour l'assemblée générale de leur syndicat des Métaux. Rassemblés autour de leur secrétaire Eric Peultier, en présence du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, ils sont revenus sur les actions de FO lors de l'année écoulée avant de se tourner vers les défis à venir.

La mise en place du CSE a constitué l'un des dossiers majeurs dans beaucoup d'implantations, en particulier sur le site de PSA Sochaux. Bien que l'accord CSE ne soit pas parfait, il a tout de même permis d'obtenir plus que le minimum légal, notamment en instaurant cinq CSSCT et des représentants de proximité. Malgré tout, « si l'équipe est réduite, les salariés sont toujours là et nous devons répondre à leurs attentes », a expliqué Eric Peultier. Il a également fallu batailler pour sauvegarder les horaires VSD, que la direction voulait remettre en cause, et rester vigilants face aux nombreux changements que connaît le site avec l'arrivée de la 5008, le prochain lancement de la D41 mais aussi la modernisation des bâtiments qui chamboule la vie de tous sur le site. Les métallos ont aussi montré les muscles pour obtenir la remise en place d'un train chez CPL, tant la logistique était devenue impossible.

Au plan du développement syndical, les Métaux ont été très actifs et ont enregistré plusieurs succès. Ils ont progressé aux élections chez CEB, chez STPI, Trigo, Segula et Sense. De nouvelles implantations ont vu le jour ou sont en passe d'être créées chez ISS ainsi que chez Geodis, sans oublier la FEC Interim en lien avec l'UD, dont 2 000 intérimaires sont présents



sur le site de PSA Sochaux. Pour l'équipe des Métaux, un seul objectif : viser la première place partout où notre organisation est présente, et créer les conditions pour le devenir là où elle compte s'implanter. Pour cela, Eric Peultier a rappelé l'importance de la formation fédérale et toute l'aide que peut apporter notre Fédération. Laurent Smolnik a conclu les travaux par un point sur l'actualité nationale, en particulier la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, et bien évidemment la dédieselisation, qui préoccupe un grand nombre de métallos FO.

SNOP/SNWM : développement réussi

Les secrétaires fédéraux Laurent Smolnik et Paul Ribeiro sont allés le 20 mars à la rencontre des salariés et des équipes syndicales de SNOP et SNWM, en Normandie, pour les soutenir dans leur campagne électorale. La visite a également été l'occasion de rencontrer la direction et de prendre la température sociale dans les sites.

Une entreprise moderne et florissante, des équipes syndicales dynamiques et efficaces, une direction ouverte au dialogue social : la situation des sites SNOP et SNWM, propriété du groupe FSD, est des plus enviables, comme ont pu le constater les secrétaires fédéraux Laurent Smolnik et Paul Ribeiro lors de leur visite du 20 mars. Trois sites étaient au programme de la journée : ceux de SNOP à Thiberville et Gacé, et celui de SNWM à Sainte-Gauburge, tous trois spécialisés dans la tolérerie, l'emboutissage et la soudure pour l'automobile. « On note chez ce groupe familial une



vraie volonté de développement sans pour autant mettre les sites en concurrence, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui », soulignent les secrétaires fédéraux. L'ambition européenne de FSD, avec le rachat de Tower et de ses 2 800 salariés répartis en Allemagne, Italie, Belgique, Slovaquie, République Tchèque, et Pologne, marque également l'existence d'un projet industriel solide.

Alors que la campagne électorale battait son plein sur les trois sites, le dossier CSE a été au cœur des échanges avec Pascal Montulet (secrétaire de syndicat sur Sainte-Gauburge), Delia Bourgeois (RSS à Gacé), accompagnée de Sophie Antunes et Nadège Thibault, et Arnaud Tatin (DS à Thiberville). L'impressionnante énergie des équipes FO a d'ailleurs permis d'impulser une nouvelle dynamique sur les sites, et notamment à Gacé, où FO, passant de zéro à 56,79 % des voix, a remporté 7 sièges sur les 10 à pourvoir. Chez FSD, l'avenir s'écrit désormais avec FO.



ELM Leblanc tient sa première coordination

Les métallos FO d'ELM Leblanc, filiale du groupe Bosch spécialiste de la chaudière, ont tenu leur première coordination sur le site de Drancy le 18 avril. Réunis autour de leur coordinateur David Polder et du secrétaire fédéral Paul Ribeiro, ils sont revenus sur l'activité de leur entreprise et les objectifs de notre organisation.

Avec des sites de production sur Drancy, deux autres sur Haguenau (Bas-Rhin) et Saint-Thégonnec (Finistère) regroupés en une seule société, et des antennes de maintenance/installation sur l'ensemble du territoire, les métallos FO d'ELM Leblanc avaient bien besoin de renforcer leurs liens. C'est ce que permettra dorénavant la coordination mise en place le 18 avril. Après avoir détaillé le fonctionnement de la coordination, qui doit les amener à parler d'une seule voix et à valoriser leur identité commune dans le respect des spécificités de chacun, ils ont aussi pris en compte l'articulation de la nouvelle instance avec la coordination FO Bosch, dont fait partie ELM Leblanc et fait le point sur les mandats et les résultats des élections professionnelles.

Les échanges se sont poursuivis autour des questions stratégiques concernant l'activité de l'entreprise. Solidement installée sur un créneau technologique, ELM Leblanc considère avec inquiétude les annonces des pouvoirs publics en matière d'énergie, notamment le fuel, mais aussi en ce qui concerne la chasse aux niches fiscales, parmi lesquelles celles à vocation écologique favorisant l'installation de nouvelles chaudières. « Cela pourrait avoir de lourdes conséquences pour le site de Saint-Thégonnec, expliquent les repré-



sentants des sites siégeant dans les instances CSE et CSEC, un site qui redoute déjà le Brexit du fait de l'importance du marché britannique pour sa production. » En conséquence, les métallos FO, numéro 1 chez ELM Leblanc avec 45,49 % des voix, ont décidé de lancer un droit d'alerte pour obtenir des réponses concrètes de leur direction face à ces signes alarmants. Paul Ribeiro a conclu les travaux par un point sur le développement syndical, ainsi que sur les nombreuses négociations en cours au niveau national.

Congés payés : mode d'emploi

La saison des congés payés est officiellement lancée, au cœur de nos discussions depuis l'attente de l'arrivée des beaux jours. Vous êtes nombreux à vous poser des questions concernant les modalités de leur prise, le report, l'état de vos compteurs en général.

Que se passe-t-il lorsque l'on tombe malade pendant des congés ? Est-ce que l'employeur peut m'imposer de prendre des congés payés ? Peut-il refuser ceux que je souhaite poser ?

En réalité bon nombre de ces différentes problématiques afférents à l'acquisition des congés durant l'arrêt maladie mais également au droit à leur report ont été réglées suite à une transposition du droit européen et notamment de la Directive n° 2003-88 du 04-11-2003.

Bien qu'aucune loi française ne soit venue régir explicitement ces situations certaines règles jurisprudentielles et européennes encadrent vos droits en la matière.

Puis-je poser à ma guise des congés ?

Les congés peuvent être pris dès l'embauche par anticipation dans le respect des périodes de prise des congés et de l'ordre des départs. Renseignez vous auprès de vos représentants car une période de prise

Je tombe malade avant la prise de mes congés payés ; que deviennent mes congés ?

Lorsque vous êtes en arrêt maladie avant le commencement de vos congés payés et que l'arrêt maladie ne couvre pas la totalité des congés, vous conservez votre droit à congés et pourrez demander à en bénéficier ultérieurement, de sorte que votre employeur, demeure tenu de vous permettre d'exercer ce droit pour le restant de congé non pris du fait de l'arrêt de travail (C.Cass ch soc 16-2-1999)

L'employeur ne peut pas par principe vous imposer de prendre ses congés pendant l'arrêt maladie (C.Cass ch soc 31-10-2000). En cas de retour après la fin de votre période de congés payés, ceux-ci ne sont pas perdus et doivent être reportés après la date de la reprise de votre travail ou, en cas de rupture, donner lieu au versement d'une indemnité compensatrice (C.Cass 24-02-2009).

Le report n'est pas limité par la durée de la période de référence, du 1^{er} juin N-1 au 31 mai de l'année N en cours. Pour autant, une limite excédant la période de référence peut être fixée par votre employeur. Cependant en l'absence de fixation d'une telle période, elle demeure illimitée et le juge n'est pas en mesure d'en déterminer une (C.Cass 21-09-2017).

En somme vous ne perdez pas vos congés dans ce cas, ceux-ci font l'objet d'un report, qui par principe est illimité.

Quid lorsque je tombe malade pendant mes congés ?

Si votre arrêt intervient cette fois pendant les congés, la situation devient plus complexe car le droit considère que l'employeur a rempli son devoir d'acquittement des congés payés et le salarié ne peut exiger de nouveaux congés, même en sans soldes (C.Cass ch soc 08-11-1984 n° 82-42.372).

A noter par ailleurs qu'il n'est pas exclu que le droit français s'aligne sur le droit européen et que cette situation devienne comparable à celle d'une maladie intervenant avant la prise de congé, ce qui vous donnerait le droit à report automatique.

Durant cette période vous percevrez néanmoins des indemnités journalières dues par la sécurité sociale et également le paiement intégral des vos congés par votre employeur.

Que se passe-t-il en cas de rupture de mon contrat au cours des congés payés ?

En cas de rupture intervenant au cours de la prise de vos congés payés, le préavis ne commencera à courir qu'à la fin de votre période de congés (C.Cass 13-11-1967 n° 66-40.472). Peu importe que la décision de rupture vienne de vous ou de l'employeur.

Si vous décidez donc de démissionner, soyez averti que la prise de vos congés ne réduira pas la durée de votre préavis à effectuer. De la même façon, votre employeur ne peut pas vous imposer la prise de vos congés payés pendant cette période.

des congés payés et un ordre des départs peuvent être fixés :

■ Par accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, par convention ou accord de branche;

■ Par l'employeur après avis du CSE.

Vous devez en être informé au moins 2 mois concernant la période de prise de congé.

Mon responsable refuse mes congés, que faire ?

Votre employeur peut refuser de vous accorder des congés. Dans ce cas le congé est alors pris à une autre date. L'employeur peut aussi imposer au salarié de prendre des jours de congés sous certaines conditions.

Sauf stipulations conventionnelles ou accords contraires, l'ordre des départs peut être fixé par votre employeur unilatéralement mais doit tenir compte des critères suivants : situation de famille et ancienneté.

Les dates et l'ordre des départs doivent vous être communiqués par tout moyen, au moins un mois à l'avance sous peine de ne pas vous être opposables et contestables.

Votre employeur ne peut par principe pas changer les dates de congés du salarié moins d'un mois avant le départ sauf dans le cas d'un délai différent fixé par l'accord d'entreprise / d'établissement/ par la convention / accord de branche ou si des circonstances exceptionnelles interviennent. Dans ce dernier cas votre employeur doit motiver ces circonstances et leur caractère impératif ainsi qu'exceptionnel.

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Solution du n° 585

1	8	5	3	7	9	2	6	4
6	3	4	2	1	5	8	9	7
9	7	2	6	4	8	3	5	1
7	1	6	9	8	2	4	3	5
4	2	9	5	3	1	7	8	6
3	5	8	7	6	4	1	2	9
8	9	7	4	5	3	6	1	2
5	4	3	1	2	6	9	7	8
2	6	1	8	9	7	5	4	3

Sudoku

6			3				1	
		2				8	9	6
		5	8					3
				3	2			
	4						5	
			4	6				
5					4	3		
1	9	7			4			
	6				7			1

Le mot du mois : Transition

Les espèces s'éteignent à grande vitesse, nous consommons plus que la planète ne peut offrir, le réchauffement climatique menace notre survie même : de toutes parts, on agite les pires scénarios pour nous enjoindre de réaliser enfin la *transition énergétique*, et même, plus globalement, la *transition écologique*.

En attendre notre salut est pourtant bien imprudent si l'on se rappelle que le mot, entré dans la langue française en 1521, vient du latin *transitio*, qui avait le sens de passage, certes, mais dans le latin chrétien de ce passage majeur qui attend chacun de nous, celui qui mène de vie à trépas. La même racine a donné le verbe *transir*, qui signifiait alors *transiter* vers l'au-delà, même si l'emploi contemporain se limite désormais à « pénétrer en engourdissant ». Ce que peut faire le froid, mais aussi -restons positifs- un sentiment qui nous transforme en *amoureux transi*. « Je sentis tout mon corps et transir et brûler », se remémore ainsi la Phèdre de Racine en évoquant son coup de foude coupable pour Hippolyte.

Écologique ou pas, la transition revêt donc plus souvent l'aspect d'une épreuve que d'un plaisir. Telle, aussi, la *transition numérique*, que beaucoup d'entreprises s'imposent pour rester dans la course, et imposent à leurs salariés au prix de restructurations généralement douloureuses. Auprès de quoi il faut compter pour peu de chose l'inconvénient de souffrir quelque dérèglement de son *transit intestinal* ou, pour un passager en *transit* dans un aéroport, d'avoir à attendre un avion retardé.

Les plus anciens, qui fréquentaient l'école lorsqu'on y apprenait encore quelque chose, se souviendront des verbes *transitifs*, qui possédaient un complément d'objet direct, et des relations mathématiques *transitives*, pour lesquelles une suite d'objets reliés consécutivement aboutissait à une relation entre le premier et le dernier (par exemple l'égalité : si A=B et B=C, alors A=C). C'est fou ce qu'on (ré)apprend avec FO Métaux !

Mots croisés n° 586

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 585

D	E	T	E	C	T	I	V	E	S
I	N	A	P	T	I	T	U	D	E
A	D	O	S	R	E	U	C		
G	O	N	I	A	S	L	L	O	
N	C	L	R	R	E	C	U		
O	T	T	O	M	A	N	O	R	
S	R	N	E	V	C	R	I		
T	I	C	R	E	P	A	S		
I	N	A	C	T	I	V	A	N	T
C	A	L	C	U	L	E	T	T	E

Horizontalement

A. Pour qui reste dans sa cabine pendant tout le voyage. B. Partie en tournée. C. Portent une coiffure enviable. Tient compte parmi d'autres. D. Ce qui entre et sort de la boîte. Sans effet. Approbation russe. E. Bulle depuis sa naissance. Coin perdu. F. Rungis est le plus connu. Mode de cryptage. En main. G. Eut son père sur le dos. Pour une affaire entendue. H. Édouard en plus petit. Pas des masses. Manque de tenue. I. Petits lits. J. Elle fait sortir la matière.

Verticalement

1. Pour lui, le temps c'est de l'argent. 2. Toutes les huiles sont parties de là. 3. Pas plus loin. C'est sa première sortie. 4. Cartes en main. Le père de Jr. 5. Âmes faites pour s'entendre. C'était le parti de Rocard. 6. À travers les ruelles. Vitesse importée d'outre-Atlantique. 7. En queue de convoi. Pièce de violon. 8. Un port qu'on n'atteint pas par la mer. Bien joué. 9. Bons rapports. 10. Elle repart souvent avec la caisse.

branchez-vous santé

Économiquement
vertueux, socialement
indispensable

Ensemble, relevons le défi

d'une culture prévention pour tous
et à chaque étape de la vie.

- 4 français sur 10 ne vont pas chez le dentiste. Pourtant, la santé bucco-dentaire est au cœur de la santé globale ⁽¹⁾
- 160 000 cancers évitables sur un total de 400 000 diagnostiqués chaque année ⁽²⁾
- 15,2 % des 3 millions de travailleurs non-salariés en risque d'épuisement professionnel ⁽³⁾

Sources :

(1) UFSBD.

(2) e-cancer 2017.

(3) Étude BPI France Observatoire Amarak



Plus d'information sur
www.ag2rlamondiale.fr/branchez-vous-sante
bgbranchezvousante@ag2rlamondiale.fr

MALAKOFF MÉDÉRIC ET HUMANIS se sont regroupés POUR ENCORE MIEUX VOUS PROTÉGER

NOS ENGAGEMENTS

Vous proposer des solutions personnalisées en santé et en prévoyance

Vous aider à concilier bien-être des salariés et performance

Vous garantir des soins de qualité au juste prix

Être à vos côtés dans les moments de fragilité

Vous accompagner en retraite

Agir pour une société plus juste et plus inclusive

malakoffmederic-humanis.com



malakoff médéric
humanis

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE